

note de

VEILLE



février 2017

Diffusée aux membres et partenaires d'AEC et de Digital Aquitaine, cette Note de veille mensuelle sur les mondes numériques vous délivre un diptyque actualités territoriales – tendances globales à déguster très frais.

LA CIVICTECH RECONNECTE LA POLITIQUE

En France, alors que le candidat du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon **apparaît en hologramme** lors de sa dernière réunion publique à Paris, aux Etats-Unis, **Barack et Michelle Obama utilisent la réalité virtuelle** en guise d'adieu présidentiel. Le Danemark devient le premier pays au monde à se doter d'un **ambassadeur numérique** pour négocier avec les GAFAM¹ tandis que le Japon s'apprête à **employer une intelligence artificielle** pour répondre aux interpellations des parlementaires. La transformation numérique des sphères politiques est en marche, avec ses différents niveaux de vitesse et d'influence. En face, des entreprises et associations de technologies civiques viennent redéfinir le marché de la politique. Il s'agit des civictechs, une communauté d'entrepreneurs et d'initiatives en faveur des nouveaux modèles d'empowerment² de la vie citoyenne et institutionnelle. Elle gagne en visibilité et en légitimité en redonnant un sens à l'action, « building trust in the social age » (renforcer la confiance à l'ère du social) dicit la **Knigh Foundation** : le 30 janvier 2017, l'éditorialiste Josh Constine du magazine en ligne TechCrunch lançait un appel « We need startups to build democracy tech » (Nous avons besoin de startups pour construire la démocratie technologique).

Les mille et un visages de la CivicTech

Les deux grands axes de priorités démocratiques

Dans un dossier de veille d'octobre 2016 dédié à la CivicTech, le pôle de compéti-

tivité en transformation numérique **Cap Digital** avait pris le parti de distinguer la participation numérique à la vie politique - la « PolTech », au sein de laquelle se forge la startup **Sig** (application de partage d'idées citoyennes et de vote) ou encore **Politizr** (plateforme indépendante et neutre permettant aux élu-e-s de débattre publiquement des sujets proposés par leurs concitoyen-ne-s.) - de la transparence et de la digitalisation des affaires publiques – la « GovTech, au sein de laquelle figure l'initiative **Parlement & Citoyens** du collectif **Démocratie Ouverte**, le site **La Fabrique de la loi** propulsé par **Regard Citoyens**, le **Médialab Science Po**, le Centres d'Etudes Européennes Science Po et Density Design ou encore, la startup govtech **Cap Collectif** qui édite et commercialise une plateforme de consultation en ligne.

Faites vos choix

Les civictechs n'ont de frontière que leur nom. Les ambitions et les services dans lesquelles elles s'engagent actuellement couvrent un large spectre de besoins identifiés. C'est le cas notamment vis-à-vis de leurs implications sur le champ médiatique comme la chaîne YouTube citoyenne **Accropolis** ou encore l'acteur **Make.org** et ses deux opérations « **Solutions 2017 – Ce que veulent les français** » avec BFMTV & RMC ainsi que « **Inventons 2017** » avec Les Echos Start et Science Po Paris. Les civictechs jouent également un rôle de facilitateur dans les problématiques de financement des projets publics comme c'est le cas de **Collecticity**, une plateforme de crowdfunding³ et de crowdlending⁴ pour les projets publics ou encore la startup

bordelaise **HelloAsso**, plateforme de crowdfunding pour les associations et fondations d'entreprise. A la marge, le **NuLawLab** de Boston offre une place aux innovations de médiation dans le secteur du droit.

Les nouvelles fonctionnalités de la démocratie augmentée

Le vote, l'épine dorsale du système électoral actuel

La startup **LaPrimaire.org** faisait émerger le 31 décembre 2016, sa **première « candidate citoyenne »** Charlotte Marchandise à l'élection présidentielle de 2017. Première primaire hors des partis, cette expérimentation politique - qui a rassemblé 128013 citoyens - ouvre la voie à de nouveaux schémas de représentation en votant pour des candidats issues de la société civile.

D'un point de vue expérimental, Nicky Case proposait en décembre dernier **un guide interactif pour un système de vote alternatif** qui présente les différentes applications et schémas de représentation de l'opinion publique.

(Ré)inventer l'engagement et la mobilisation

Côté citoyen, l'association **Voxxe.org** développe une boîte à outils du citoyen connecté à travers des campagnes d'information neutres et objectives à destination des 18-35 ans, un comparateur de programmes électoraux, une intel-

1 Google Apple Facebook Amazon Microsoft

2 Expression qui signifie l'octroi de davantage de pouvoir aux individus ou aux groupes pour agir sur les conditions sociales, économiques, politiques ou écologiques auxquelles ils sont confrontés (sources Google)

3 Financement participatif

4 Prêt participatif

ligence artificielle – [HelloBot](#) - avec qui s'informer sur les élections ainsi que des médias tels que [WhatTheVoxe](#) ou [HappyDemocracy](#). Pour les élections présidentielle et législatives de 2017, Voxe.org a lancé une campagne #Hello2017 en partenariat avec les startup [Curious](#) (système de communication sans intermédiaire entre personnalités et grand public) et [Kawaa](#) (plateforme collaborative et solidaire française dédiée à l'événementiel).

Côté soutien et philanthropie, la plateforme [Change.org](#) propose des outils de mobilisation en ligne. Sur Change.org, les citoyens dialoguent avec les décideurs pour trouver des solutions aux petits et grands problèmes qui ont un impact sur leurs vies. A ce jour, l'entreprise sociale certifiée « [B Corporation](#) »⁵ a levé 50 millions de dollars d'investissement venant de chefs de file de l'entrepreneuriat (technologie et médias) dont Richard Branson, Bill Gates et Reid Hoffman.

Côté terrain, la startup bordelaise [Quorum.co](#) propose une application web et mobile destinée aux équipes de campagnes, ONG, associations citoyennes et aux créateurs de changement. Elle a pu annoncer récemment un partenariat sous la forme d'une API avec la startup américaine [Nation Builder](#) également spécialisée dans l'optimisation des campagnes électorales.

(Re)Donner confiance avec la Blockchain

La blockchain permet d'envisager un vote sécurisé dont le résultat, transparent, est « auditable » par tous. Avec cet outil, ni l'administrateur du vote ni un tiers ne peut modifier le vote à posteriori.

Fondée par Romain Rouphael et Côme Jean Jarry, la startup française [Belem](#) développe un module de vote qu'elle propose de mettre en place pour les élections ou sondages du mouvement [Nous Citoyens](#) : à l'ouverture de l'élection, les votants reçoivent un mail les dirigeant vers une page de vote, sur laquelle ils peuvent effectuer leur choix de façon simple. Chaque vote est ensuite validé et enregistré dans une blockchain,

à laquelle tous les participants ont accès librement et gratuitement. Ainsi, le vote est à la fois décentralisé et infalsifiable. Il est véritablement démocratique, bien que ces technologies ne résolvent pas la problématique du vote sous contrainte.

En Suisse, la startup Procivis fondé par Daniel Gasteiger **va lancer une version pilote** de son « e-gouvernement app store », un service d'administration électronique géré par la technologie blockchain. Organisée par le gouvernement, cette version pilote doit offrir toute la gamme de services administratifs publics, y compris les déclarations de revenus d'impôt, le registre foncier et le registre commercial. Procivis collabore étroitement avec les experts estoniens du e-gouvernement pour développer sa solution « e-government as a service ».

La CivicTech prend ses quartiers

[François Gombert](#) se félicitait le 15 janvier dernier sur Twitter des 50 premiers inscrits dans la [CivicThèque](#) de son site dédié au mouvement CivicTech, [Civic-techno.fr](#). Cet annuaire collaboratif a pour ambition de cartographier la CivicTech, ses services et de fédérer les acteurs qui la composent. Cet effet « cluster » auquel les acteurs de la CivicTech participent est renforcé par une tendance territoriale à l'incubation.

L'ère de l'accompagnement des projets civiques

Le 6 décembre 2016, le collectif [Démocratie Ouverte](#) lançait à Paris **le premier incubateur français dédié à la Civic-Tech**. Un projet mené en collaboration avec le cabinet d'Axelle Lemaire, Secrétaire d'Etat au numérique et à l'innovation. Parmi les partenaires, la Caisse des Dépôts, le Groupe La Poste, la Mutuelle générale de l'éducation nationale (MGEN), le Crédit coopératif et la Fondation Accenture.

Dans la foulée, le 16 janvier 2017, c'est au tour de l'école d'affaires publiques Science Po d'inaugurer **son incubateur de politiques publiques**.

Enfin, fondé par Marylène Vicari et Jérôme Richez, l'incubateur parisien [Liberté Living Lab](#) fait également figure de lieu-totem des initiatives technologiques capables de réinventer les modèles civiques, sociaux et artistiques.

L'engagement des dispositifs d'accélération

Outre Atlantique, **le 31 janvier dernier**, l'organisation [ACLU](#) (American Civic Liberties Union) annonçait sa sélection au sein de l'accélérateur de la Silicon Valley [Y Combinator](#) pour y recevoir conseil, mentorat ainsi qu'un réseau d'acteurs spécialisé dans la tech. Une nouvelle collaboration de circonstance, puisque l'ACLU avait mobilisé au cours des derniers jours, 24 millions de dollars de donations pour contrer le décret anti-immigration du Président américain Donald Trump.

A n'en pas douter, le foisonnement des civitechs est bien réel et palpable. Deux rapports marquants font d'ailleurs état de cet essor : l'étude [IDC Government Insights](#) de novembre 2014 informait ainsi que les civic techs – plus spécifiquement les e-services destinés aux citoyens – représentaient, en 2014, 6,4 milliards de dollars sur les 25,5 milliard de dollars de dépenses informatiques du secteur public aux USA. **Le rapport de 2013** issu de la Knight Foundation avait identifié 431 millions de dollars d'investissement privés et philanthropiques dans les civic techs entre 2011 et 2013.

Le projet open source de data visualisation [Civic Graph](#) réalisé par Microsoft, révèle bien la nébuleuse internationale amorcée par le mouvement CivicTech : les collaborations, les récoltes de données, les fonds investis et les emplois créés par les nombreuses interactions entre les institutions américaines, les entreprises, les ONG ainsi que les acteurs clés, autant de liens qui dévoilent les intérêts économiques et sociétaux de la nécessaire transformation numérique du politique dans sa notion polysémique.

5 Fondé en 2006 par Jay Coen Gilbert, « B Corp » est une certification accordée aux entreprises qui se fixent des objectifs extra-financiers sociaux et environnementaux et qui répondent à des critères exigeants en matière de compatibilité et de transparence (sources [Slate](#)).

Vous pouvez nous suggérer des thèmes que vous souhaiteriez voir traités dans une prochaine Note (ou Dossier) de Veille

Thèmes et rédaction//AEC
www.aecom.org
@agenceAEC
Contact : veille@aecom.org

Thèmes et diffusion//Digital Aquitaine
www.digital-aquitaine.com
@DigitAqui
Contact : communication@digital-aquitaine.com

Cette Note de Veille est adressée aux seuls destinataires de ce message.

Toute publication, utilisation ou diffusion doit être autorisée préalablement par l'agence AEC et le pôle DIGITAL AQUITAINE.